



Signataires : Gabrielle Le Goff, Skender Salihi, Thierry Cerutti, Stéphane Fontaine, Christian Steiner, Ana Roch, Cédric Jeanneret, Angèle-Marie Habiya Kare, François Baertschi

Date de dépôt : 9 octobre 2026

Proposition de motion **pour une plateforme numérique immersive au service de** **l'économie locale genevoise**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- le rôle des commerces, artisans, producteurs, restaurateurs et prestataires locaux dans l'emploi, la vie des quartiers et la transmission des savoir-faire genevois ;
- l'intérêt de rendre cette offre plus visible et plus facilement accessible aux habitants, aux nouveaux résidents, aux visiteurs et aux touristes ;
- la nécessité de permettre aux petites entreprises de bénéficier d'outils numériques partagés et adaptés à leurs moyens ;
- les possibilités offertes par une représentation interactive des quartiers et des établissements pour susciter leur découverte et préparer une visite physique ;
- la complémentarité entre la valorisation de l'offre locale et les bons, moyens de paiement ou avantages destinés à encourager les achats de proximité ;
- l'importance de s'appuyer sur les outils existants et de prévoir une solution accessible, respectueuse des données personnelles et dont les coûts sont maîtrisés,

invite le Conseil d'Etat

- à établir, avec les communes et les acteurs économiques et touristiques concernés, la faisabilité d'un espace numérique commun permettant d'explorer les quartiers du canton, de visiter des vitrines interactives, de découvrir les produits, services, événements et promotions des établissements participants, et d'échanger directement avec eux ;
- à déterminer les outils existants pouvant être reliés ou enrichis pour constituer cette plateforme, en privilégiant des solutions permettant aux entreprises de réutiliser leurs contenus et de conserver leur autonomie ;
- à proposer une expérimentation limitée, sur un périmètre géographique restreint et avec un nombre limité d'établissements volontaires, visant à réaliser un démonstrateur à partir en priorité des contenus numériques déjà disponibles auprès des commerçants, assorti d'un budget et d'un calendrier, et permettant de tester quelques usages essentiels – découverte des commerces et de leurs offres, recherche, localisation, consultation d'une vitrine interactive et prise de contact – avant tout développement complet de la plateforme ;
- à prévoir le repérage des établissements acceptant des bons, instruments de paiement ou avantages de soutien à la consommation locale, ainsi que leur articulation avec les fonctions de la plateforme, en coordination avec les dispositifs existants ou qui seraient retenus ;
- à définir des conditions de participation simples et transparentes, prévoir un accompagnement adapté aux petites structures et veiller à ce que la plateforme soit facilement utilisable par tous, en plusieurs langues, depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone, y compris par les personnes nécessitant des dispositifs particuliers d'accessibilité numérique ;
- à proposer une gouvernance associant les acteurs locaux, garantissant la maîtrise de leurs contenus, la protection des données personnelles et la transparence des règles de présentation et de classement des offres ;
- à subordonner toute proposition de généralisation à un bilan de l'expérimentation portant sur les coûts complets, le financement durable, la participation des entreprises et les effets sur les visites et les achats locaux, mesurés dans le respect des données personnelles.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La proposition de motion « Soutien à l'économie locale » envisage des instruments favorisant les achats auprès des entreprises genevoises et des outils numériques de promotion. La présente motion en précise le prolongement numérique : une plateforme immersive et interactive reliant la découverte de l'offre locale à la fréquentation des établissements.

Cette plateforme représenterait les quartiers, leurs commerces et leurs activités dans un environnement commun facile à parcourir. Chaque établissement participant pourrait y présenter ses produits, ses prestations, ses nouveautés, ses événements et ses offres promotionnelles, tout en permettant un contact direct avec ses clients. Les entreprises disposeraient ainsi d'un outil partagé pour toucher de nouveaux publics.

Un habitant pourrait découvrir un artisan et lui demander un renseignement avant de se rendre sur place. Un touriste préparant son séjour pourrait repérer des producteurs, des restaurants, des lieux culturels ou des expériences locales. Un nouvel arrivant pourrait identifier les services utiles à son quotidien, dans l'ensemble des communes du canton.

La dimension immersive pourrait prendre la forme de parcours visuels, de visites panoramiques ou de vitrines interactives, accessibles depuis un téléphone ou un ordinateur courant. Les fonctions retenues devraient répondre aux usages du public et rester simples à actualiser. Une navigation légère et accessible accompagnerait les contenus plus élaborés.

Genève dispose déjà de ressources numériques, notamment de l'Observatoire du commerce, qui propose des données cartographiques et socioéconomiques, ainsi que d'un accompagnement à la numérisation des commerces¹. L'étude devrait déterminer comment relier ou enrichir ces outils pour faciliter la découverte de l'offre locale, les échanges avec les établissements et la préparation de visites.

Le lien avec les instruments de soutien à la consommation locale renforcerait cette utilité. Une personne disposant d'un bon pourrait repérer les établissements qui l'acceptent, consulter leurs offres et préparer son achat. L'intégration concernerait les dispositifs existants ou qui seraient retenus ultérieurement, selon leurs conditions propres et en coordination avec leurs opérateurs.

¹ <https://www.ge.ch/dossier/actions-faveur-du-commerce-genevois>

La mutualisation permettrait aux petites entreprises de présenter leur savoir-faire sans financer seules des outils complexes. Leur participation resterait volontaire et s'accompagnerait d'une aide à la création et à la mise à jour des contenus. Leur présence dans la gouvernance, la transparence des règles de visibilité et la protection des données contribueraient à préserver leur autonomie.

Une expérimentation à échelle limitée permettrait de valider concrètement le concept avant tout développement complet de la plateforme. Elle pourrait porter, par exemple, sur un quartier ou un périmètre commercial restreint et réunir une quinzaine à une vingtaine de commerces volontaires. A partir des informations publiques déjà disponibles sur leurs sites internet – présentation, produits et services, photographies, horaires, coordonnées ou offres particulières – complétées si nécessaire par quelques informations fournies directement par les commerçants, un démonstrateur pourrait générer automatiquement ou semi-automatiquement leurs vitrines numériques et les intégrer dans une représentation interactive du périmètre retenu.

Ce démonstrateur ne viserait pas à reproduire toutes les fonctions de la future plateforme, mais à rendre tangibles quelques usages essentiels : découvrir les commerces et leurs offres, rechercher un produit ou un service, localiser un établissement, consulter sa vitrine numérique, visualiser une promotion et préparer une visite physique. Il pourrait être testé auprès d'un nombre limité d'habitants, de visiteurs et de commerçants afin d'évaluer l'intérêt du service, la qualité de l'expérience proposée et la volonté des entreprises d'y participer.

Les technologies web et les outils d'intelligence artificielle aujourd'hui disponibles permettent d'envisager un tel démonstrateur dans des délais courts et avec des moyens limités. L'objectif ne serait donc pas, à ce stade, de construire la plateforme définitive, mais de disposer d'une preuve de concept suffisamment abouti pour permettre aux commerçants et aux autorités politiques d'en apprécier concrètement l'intérêt, d'identifier les améliorations nécessaires et de décider, sur cette base, de l'opportunité de poursuivre le projet. Le bilan intégrerait notamment les coûts réels de réalisation et d'exploitation, les réactions des utilisateurs et des entreprises participantes ainsi que les perspectives de généralisation et de financement durable.

Cette proposition entend mettre le numérique au service des commerces physiques et valoriser les produits, les savoir-faire et les expériences propres à Genève auprès des habitants et des visiteurs. Pour ces motifs, nous vous invitons, Mesdames les députées, Messieurs les députés, à réserver un accueil favorable à cette proposition de motion.